

**En Direct**  
avec les  
**Conseillers Départementaux**  
Communistes et Républicains  
Front de Gauche de Seine-Maritime

**Version de synthèse**

**26 septembre 2017**

**Les élus du groupe au Département :**

- **Stéphane BARRE**, Conseiller départemental du canton de Saint-Etienne-du-Rouvray, Maire de Oissel, Président du groupe
- **Séverine BOTTE**, Conseillère départementale du canton de Saint-Etienne-du-Rouvray
- **Alban BRUNEAU**, Conseiller départemental du canton du Havre III, Maire de Gonfreville l'Orcher
- **Sophie HERVÉ**, Conseillère départementale du canton du Havre III

---

Conseil départemental de rentrée et première séance pour Stéphane Barré et Alban Bruneau qui ont pris le relais d'Hubert Wulfranc et de Jean-Paul Lecoq après leur élection à l'Assemblée Nationale. Si certains avaient pu pousser un ouf de soulagement en apprenant le départ de l'hémicycle des deux tribuns communistes, ils ont appris lundi que la génération suivante n'est pas en reste !

Quant aux deux doyennes trentenaires du groupe, Séverine Botte et Sophie Hervé, elles ont pris successivement l'offensive pour s'opposer avec force et arguments : à la réduction des subventions pour de nombreux centres sociaux associatifs, à un projet de réforme du Fonds de Solidarité Logement risquant de faire sortir du dispositif de nombreux bénéficiaires sous prétexte que leurs difficultés seraient seulement « conjoncturelles », à la nouvelle baisse de la Dotation Globale de Fonctionnement des collèges publics et... à la nouvelle hausse de la même dotation pour les collèges privés !

Car, comme le fit remarquer Sophie Hervé au Président du Département : « vos réformes ressemblent de plus en plus à du Macron ! ».

Une séance marquée également par la situation des réfugiés mineurs isolés et par le projet de contournement Est de Rouen. Projet routier contre lequel les élus communistes sont « vent debout ».

---

**Débats de politique départementale**

**Le premier débat, voulu par le groupe socialiste, s'est attaché à dénoncer les premiers effets des politiques gouvernementales sur la vie des gens**

Nicolas Rouly, après avoir énoncé et qualifié les premières mesures gouvernementales comme étant clairement « de droite », a interpellé le Président Martin pour qu'il retire de la séance plusieurs délibérations risquant d'aggraver les effets de ces politiques sur la vie des gens.

Bertrand Bellanger, pour la majorité, a soutenu au contraire le besoin « de réformes » et la nécessité pour le « Chef de l'Etat de redonner à notre pays des perspectives » dans une intervention axée sur un soutien clair au gouvernement et au cap fixé, qui s'est conclue par un « chiche soyons constructifs ! »...

Stéphane Barré lui a répondu « que le pays a besoin de perspectives, mais pas celles qui sont évoquées ici ! ». Et de rappeler que « cette année sera marquée par un record des dividendes versés dans le monde, la France figurant sur le podium ». Dès lors, « vouloir reconstruire un modèle social c'est une chose, mais créer un modèle financier qui en parle ?... Alors oui chiche... pour une grande réforme fiscale ! ».

---

**Retrouvez toutes les interventions et résumés des interventions  
des élus communistes et républicains du Front de Gauche au Département sur leur blog :  
« [departement.elus76.com](http://departement.elus76.com) »**

### Le second débat de la matinée, à l'initiative du groupe des indépendants, s'est arrêté sur la situation des réfugiés mineurs isolés

Pour le groupe communiste du Front de Gauche qui avait saisi au printemps le Président du Département sur cette situation intolérable, Sophie Hervé a tenu à dénoncer « *les gouvernements successifs et l'Europe qui se montrent incohérents dans l'approche de cette question des réfugiés fuyant les guerres et la pauvreté* », avant de demander que « **le Département puisse déployer les moyens nécessaires à la prise en charge des mineurs isolés. Et là, il ne saurait être question de contexte budgétaire contraint !** ».

### Le troisième débat, porté par le groupe de la Droite et du Centre visait essentiellement à s'auto décerner un satisfecit pour la priorité donnée aux politiques de solidarité

Dans son intervention liminaire, Virginie Lucot-Avril a dénoncé « *une France à deux vitesses, celle qui a les moyens de son développement et celle des laissés pour compte* », et fustigée « *la fermeture de services publics, la baisse drastique des dotations, des réformes éloignant toujours plus les gens des lieux de décisions...* ». Puis, elle a énuméré toutes les politiques départementales en faveur des solidarités.

Stéphane Barré a rejoint « *les points de vue exprimés sur la baisse des dotations, la défense des départements, le refus de voir les métropoles tout absorber... Mais juste ces constats, car sur l'exercice de la compétence sociale, c'est autre chose ! Car une politique de solidarité sous contrainte d'austérité budgétaire, ce n'est pas être mieux solidaire !* ». Avant d'en conclure qu'il y avait « **un peu de poudre aux yeux, de poudre de perlimpinpin dans vos affirmations solidaires !** ».

### Le dernier débat initié par le groupe communiste du Front de Gauche cherchait à y voir clair dans le positionnement des uns et des autres face au déferlement de régressions sociales

Le titre du débat : « **Face à la Macronite, dans quel sens marche notre Conseil départemental ?** » résumait bien la crainte de voir le Département, non pas s'opposer ou atténuer les politiques gouvernementales, mais plutôt de les accompagner ou de s'en inspirer... Pour en avoir le cœur net, Stéphane Barré a questionné...

« *Ayant pris connaissance de la composition de notre assemblée et n'ayant pas noté, pour l'heure en tout cas, la présence d'un groupe se réclamant de la pensée complexe du Président, cet exercice ne devrait pas être bien compliqué... Ainsi, nous voudrions savoir si notre collectivité est prête à résister aux nouvelles attaques massives qui se profilent contre le financement des collectivités et la diminution du nombre de fonctionnaires ? Si nous sommes tous prêts à soutenir nos services publics... Si nous nous opposons à la fin des contrats aidés dont on connaît l'importance pour les collectivités, pour nos écoles et collèges, pour les associations... Si la conception des solidarités que nous défendons ici consiste à répartir les richesses au profit des plus démunis et non des plus aisés...* ». Bref, « **cette marche forcée vers l'accroissement des inégalités passe-t-elle ou est-elle freinée en Seine-Maritime par la mise en œuvre de nos politiques ?** ».

### **Question orale sur le projet routier de contournement Est de Rouen**

Par l'intermédiaire de la procédure des questions orales, Stéphane Barré a réintroduit en séance le débat autour de ce projet routier « *contesté par de nombreux élus* ». Sa question interrogeait le Président du Département sur le bouclage du plan de financement, « *bien au-delà des engagements pris précédemment* »...

Toutefois avant d'en arriver là, le nouveau président du groupe communiste du Front de Gauche a pris tout son temps pour énoncer les enjeux de ce projet « *pharaonique qui s'approchera sans nul doute du milliard d'euros* ». Ainsi, il a souligné que l'opposition « *est fondée sur une analyse critique et étayée. Ce projet ne décongestionnera pas le trafic en raison des péages qui seront imposés* ». Mais surtout, « **il générera de très fortes nuisances et des taux de pollutions dangereux pour la santé des populations des communes du Sud et de l'Est de la Métropole** ».

Puis, il a placé le Président Martin face à de réelles contradictions entre les engagements financiers pris l'année dernière et les annonces faites par voie de presse récemment : « *Vous aviez annoncé 120 millions devant être répartis entre les deux départements, la Métropole et la Communauté d'agglomération Seine-Eure... De plus, vous aviez pris l'engagement que le Conseil départemental serait appelé à décider du montant de sa participation après négociation avec les autres collectivités concernées* ».

Il a relevé que « *la contribution départementale a doublé en l'espace de quelques mois... L'addition s'annonce salée ! Inquiétant quand nous savons que ce projet est sous-évalué et qu'il nécessitera sans aucun doute d'autres rallonges budgétaires* ».

## Réforme de la politique départementale de soutien aux centres sociaux

Pour « *plus d'équité et de clarté* » selon la Vice-Présidente Blandine Lefebvre, la majorité s'est engagée dans une réforme du financement des centres sociaux associatifs, avec notamment un crédit global revu à la hausse. Sauf que, comme Sophie Hervé l'a dénoncé : « **cette évolution masque une baisse cumulée de 40.473 € pour les 9 centres sociaux appelés à faire les frais de cette réforme. Et pas des moindres : ceux situés dans des quartiers prioritaires de la Politique de la ville comme à Gonfreville l'Orcher, à Neuville-les-Dieppe, à Saint-Etienne-du-Rouvray, ou situés en veille active comme à Montivilliers** »...

En cause pour Sophie Hervé, « *l'esprit et la méthode retenue* » : « **Vous souhaitez désormais mécaniser le soutien apporté à ces structures en indexant le financement du Département, à un pourcentage de la prestation de service globale déterminée et versée par la CAF. Le Département deviendrait ainsi plus un guichet comptable qu'un partenaire à l'écoute des spécificités des centres sociaux qui, par leurs activités, leurs missions, les problématiques auxquelles ils sont confrontés ou les usagers qu'ils touchent ne sont pas identiques. Versons une subvention à la CAF et elle fera le reste si nous ne pouvons plus, par notre intervention, agir de manière adaptée et ciblée pour répondre aux besoins exprimés !** ».

## Politique sociale départementale de lutte contre les violences intrafamiliales

Le rapport détaillant les différentes actions conduites par le Département, et notamment la création d'un observatoire spécifique pour lutter contre les violences faites aux femmes, a reçu le soutien de l'ensemble des groupes du Conseil départemental.

## Pistes d'évolution pour le Fonds de Solidarité Logement (FSL)

Après la présentation par le Vice-Président André Gautier, des pistes retenues pour réformer le FSL, Sophie Hervé a mis en cause la méthode et la finalité retenue : « *Encore une fois, vous partez d'un constat juste et d'un objectif louable : agir contre le surendettement locatif, mais vous vous empressez de fixer aussitôt un cadre comptable pour résoudre ce problème. Or, à partir du moment où vous placez d'emblée la contrainte budgétaire pour agir, vous allez aboutir à faire sortir du dispositif des bénéficiaires qui en ont pourtant besoin* ». Mais « **la pauvreté et la précarité ne se trient pas. C'est comme si face à un accroissement de la pauvreté, on révisait à la baisse le seuil de pauvreté pour maintenir l'enveloppe !** ».

Moralité, il s'agit pour les élus communistes du Front de Gauche « *d'un jeu dangereux, car priver demain du niveau actuel du FSL des familles aux prises avec des difficultés conjoncturelles comme vous dites, c'est le meilleur moyen de les retrouver après demain avec des problèmes structurelles* ».

## Avancée de la démarche du Grand Site des Falaises d'Etretat - Côte d'Albâtre

Le Département se proposant de devenir structure de gestion du futur Grand Site, Alban Bruneau a fait état des réserves de son groupe : « *Je n'ai rien contre le tourisme, même si j'aimerais parfois que chacun puisse mettre autant d'énergie et de moyens pour soutenir d'autres filières économiques vitales pour notre Département, à commencer par l'industrie. En revanche, c'est l'implication de notre collectivité qui nous pose question...* ».

« *J'ai cru comprendre que l'heure était à la réduction de la voilure, notamment pour la masse salariale et les services non concernés par nos compétences obligatoires, et pas à la prise en charge de nouvelles compétences et de nouveaux coûts. J'ai surtout entendu dire que dans les services en charge de nos missions essentielles, le secteur social, l'aide à l'enfance, la prévention spécialisée... la charge justement devenait de plus en plus lourde et nécessitait de nouveaux moyens que la collectivité ne pouvait pas leur accorder. Et ici, nous créons deux postes nouveaux et débloquons des crédits nouveaux* ».

## Dotation globale de fonctionnement des collèges publics 2018

Nouvelle baisse prévue pour la Dotation Globale de Fonctionnement allouée par le Département aux collèges, présentée par le Vice-Président Bertrand suite à la réforme engagée l'année dernière pour contraindre les établissements à diminuer leurs fonds de roulement.

Séverine Botte a dénoncé « **une réforme ayant déjà amputé 941.000 € sur le financement des collèges publics, soit au total une baisse de 5,4 % en 2017, et pour 2018, une nouvelle diminution de l'enveloppe de 275.500 € dans laquelle figure les 165.000 € de la DGF intégrale du collège sacrifié Guy-Môquet** ».

« **Résultat, la part de DGF par collégien dans le public baisse de 1 €, alors qu'elle augmente dans le privé de 2 € et que, paradoxalement, les fonds de roulement cumulés ne sont pas en recul du fait de la réforme, mais au contraire en progression de + 0,9 million sur un total de 9 millions...** ». En conclusion, Séverine Botte a indiqué que son groupe « *ne peut que condamner une nouvelle fois cette logique comptable d'économie sur le dos du service public de l'éducation* ».

### **Forfait d'externat « part matériel » 2018 - Collèges privés sous contrat d'association**

Le Vice-Président Bertrand ayant présenté le financement départemental apporté aux collèges privés pour 2018, Séverine Botte a déploré « **la baisse de l'enveloppe de crédit du service public de l'éducation, pour poursuivre le rééquilibrage des dotations départementales au profit des collèges privés** ». Résultat, « *le crédit total de la Dotation Globale de Fonctionnement versée par le Département aux 109 collèges publics est en diminution pour la seconde année consécutive, celui attribué aux 23 collèges privés est en augmentation sensible de 26.295 €. Ainsi, la part de DGF, en diminution par collégien dans le public, s'élèvera à 309 € (contre 310 € cette année), et avec cette délibération, elle atteindra 302 € par élève dans le privé... Encore un petit effort vous allez arriver à la rejoindre puis sans doute à la dépasser...* ».

Sophie Hervé souhaitant connaître les fonds de roulement des collèges privés, puisque ce critère est désormais pris en compte pour diminuer la dotation des collèges publics, le Président Martin a répondu « *qu'il n'y a aucune obligation légale pour apporter cette précision pour les collèges privés sous statut associatif* ».

### **Dispositif CRED 76 - Contrat de Réussite Educative Départemental**

Soutien renouvelé des élus du groupe au dispositif du CRED, qui, pour l'année scolaire 2016/2017, a répondu à la totalité des demandes formulées par les collèges pour une enveloppe globale de 2,4 millions, 623.402 € consacrés à l'accompagnement scolaire et 1.705.519 € à la mise en place des activités éducatives. Un petit bémol cependant pour Séverine Botte qui a demandé un engagement du Département pour maintenir son intervention en faveur de l'aide au devoir dans l'hypothèse où le nouveau dispositif gouvernemental ne serait pas être à la hauteur. Engagement pris par le Vice-Président Bertrand.

### **Point d'étape sur le déploiement des infrastructures numériques en Seine-Maritime**

L'état d'avancement de la couverture numérique du Département, commenté par Virginie Lucot-Avril, a donné lieu à un consensus, même si 40.000 prises restent à couvrir sur les 120.000 prises supplémentaires programmées pour obtenir la fibre sur tout le territoire départemental.

### **3<sup>ème</sup> décision modificative budgétaire 2017**

La troisième modification du budget 2017 a été rejetée sans surprise par le groupe communiste du Front de Gauche par la voix de Stéphane Barré « *Notre groupe a voté contre le budget, nous votons contre les Décisions Modificatives à moins qu'elles ne viennent corriger les mauvais choix que nous avons dénoncés en décembre dernier. Ce n'est pas le cas ici à travers cette DM* ».

### **Abbaye Saint-Georges de Boscherville : reprise de la gestion du site en régie directe à compter du 1er janvier 2018 - Intégration du personnel**

L'association gestionnaire du domaine abbatial de Saint-Georges de Boscherville jetant l'éponge en raison de la difficulté qu'elle rencontre pour renouveler les bénévoles, le Département reprendra cette gestion en régie, en qualité de propriétaire du site. Une décision soutenue par le groupe communiste du Front de Gauche qui s'est préalablement assuré de la reprise par la collectivité des titulaires des actuels CUI signés par l'association.

### **Prochaine Séance : le mardi 21 novembre 2017**

Retrouvez l'ensemble des interventions des élus communistes et Républicains :

sur le site de l'ADEC 76

[www.elus76.com](http://www.elus76.com)

sur le blog des conseillers départementaux communistes et républicains / front de gauche  
<http://departement.elus76.com>

Ou

Demandez-les au groupe communiste du Conseil départemental

Pour recevoir ce « En Direct » par courriel :

Inscrivez vous auprès de : [sebastien.giard@seinemaritime.fr](mailto:sebastien.giard@seinemaritime.fr)

Pour ne plus le recevoir, désinscrivez vous auprès de :  
[sebastien.giard@seinemaritime.fr](mailto:sebastien.giard@seinemaritime.fr)

Pour contacter le Groupe Communiste et républicain, Front de Gauche :

☎ 02.35.62.99.80